

PARA - DOXA

E L S A S S

Dernières Nouvelles d'Ailleurs

LES OUBLIÉS



N°1 - Avril 2022

LES OUBLIÉS

LE VENT TOURNE...

Alors que le gouvernement a réaffirmé sa position vis-à-vis des soignants, gendarmes, pompiers, personnels des professions socio-médicales suspendus car non vaccinés en ne leur permettant pas leur suspension ce 14 mars dernier, 21 parlementaires ont appelé à réhabiliter tous ces travailleurs privés de leur travail, de toute rémunération, de minima sociaux depuis le 15 septembre 2021. En parallèle, des élus locaux de Haute Savoie se sont réunis le 2 avril de cette année, devant l'hôpital de Thonon pour protester face à ce qui semble être, pour beaucoup de Français, « une injustice sans pareille ».

Acclamés, applaudis depuis nos balcons lors de la première vague, dans une France « En guerre », contraints de travailler sans relâche, sans protection, habillés de sacs poubelle, sans reconnaissance de leur hiérarchie, les soignants suspendus tombent désormais dans l'oubli d'une France qui ne regarde que ce que l'actualité des médias lui suggère.

« Ils n'avaient qu'à se faire vacciner ! » voilà la réponse du Peuple. Pas aussi évident... La réalité est bien plus complexe, et on se gardera de plonger dans le manichéisme Covid ser-

vi à toutes les sauces depuis deux ans. Ce personnel soignant, justement, est sûrement le plus à même d'interroger ce vaccin, qui n'a de vaccin que le nom, puisqu'il ne confère aucune immunité. Car il faut le rappeler, n'en déplaise à l'Exécutif, aux médecins, aux médias, à cette fameuse doxa qui nous suture la bouche dès que nous voulons discuter : cette substance est toujours sous AMM (Autorisation de Mise sur le Marché) conditionnelle et la liste des personnes victimes d'effets secondaires ne cesse de s'agrandir.

Olivier Véran, Ministre de la Santé, a avoué, en mars 2022 sur France Info, que toutes ces mesures sanitaires et ces pass multiples n'ont pas eu l'effet escompté. Ils devaient freiner, contenir l'épidémie. Il s'avère qu'il n'y a jamais eu autant de cas avec Omicron, et ce, malgré un taux élevé de vaccination sur le sol français. Près de 9 milliards de doses à travers le monde, principalement dans les pays riches et jamais autant de cas de Covid. Cette donnée laisse perplexe.

Il semble donc que ce gouvernement avancé tête baissée, incapable de remettre en question sa stratégie vaccinale, malgré une reconnais-

sance, à demi-mot, de sa grande inefficacité. Pourquoi ne pas tenir compte de l'immunité naturelle, reconnue comme plus efficace contre les variants covid ? Pourquoi ne pas vacciner seulement les personnes à risque ? Pourquoi s'injecter une substance sur laquelle nous n'avons aucun recul, qui ne confère aucune immunité, qui n'empêche ni l'infection, ni la transmission, ni les formes graves ?

Sur France Info, le 8 avril 2022, le Professeur Delfraissy, Président du Conseil Scientifique en charge de la politique sanitaire, nous dit désormais qu'il va falloir convaincre pour la 4^e dose, car ce n'est pas un vaccin à proprement parlé mais plutôt un « vaccin médicament ». Légalement, éthiquement, a-t-on le droit d'imposer un traitement médicamenteux à 67 millions de français ? Et priver des personnes de salaire, de travail ? Il y a là un réel débat démocratique que nous nous devons d'ouvrir.

Ce pseudo-vaccin, qui remplit davantage les poches des grands groupes pharmaceutiques que le cœur des Français las de tant de covidisme, se présente à nos yeux tel un dogme moderne, une nouvelle religion. Une nouvelle reli-

gion avec ses adeptes, qui se voient ouvrir les portes du Paradis et des terrasses de quartiers, ses apostats et ses non-croyants, jetés en pâture, et ses sauveurs de l'Humanité, partis en croisade contre l'ennemi invincible.

Ne devons-nous pas nous souvenir, à jamais, que la Science, très justement, doit être soumise à débat, que c'est ce débat qui la fera grandir, mûrir ? Rappelons nous des Galilée, des Archimède, des Lavoisier, hier bannis par leur temps, devenus de nos jours des grands noms d'établissements scolaires.

Aujourd'hui ces travailleurs suspendus ne sont que les victimes de cette religion vaccinale.

Alors que la France se réunit de nouveau, que les vaccinés trinquent avec les non-vaccinés, nous n'avons pas le droit de les oublier. Derrière ces vies suspendues, ce sont des destins, des familles brisées, des êtres au bord de la précarité, des morales détruits pour un choix qu'ils ont fait pour leur corps, en leur âme et conscience, un choix intime qui ne doit jamais être discuté.

Ce premier journal de PARA – DOXA leur est consacré et nous porterons leur voix aussi haut que nous le pourrons.

ILS TÉMOIGNENT

Pour ce premier numéro, dédié aux professionnels suspendus suite à l'obligation vaccinale, nous sommes partis à la rencontre de plusieurs d'entre eux. Depuis le 12 Juillet 2021, à l'annonce des mesures, jusqu'au maintien de l'obligation malgré la levée du pass vaccinal le 14 Mars dernier, en passant par leur suspension le 15 Septembre, ils nous racontent ce qu'ils ont vécu, et surtout *comment* ils l'ont vécu.

Céline, agent administratif hospitalier : «À l'annonce du 12 juillet, j'ai eu un sentiment d'injustice qui ne m'a pas quitté depuis. Pourquoi nous ? Nous, qui prenions toutes les précautions nécessaires ? Alors qu'ils nous affirmaient encore quelques mois auparavant que le masque ne servait à rien, que c'était une grippe, qu'il fallait que ça passe, alors que le Président annonçait publiquement que jamais il ne rendrait la vaccination obligatoire ! Nous sommes devenus d'un coup les Ennemis Publics Numéro 1 ! Ceux qui devaient se faire injecter de force ou bien perdre leur boulot. Depuis cette injustice s'est transformée en dégoût : un dégoût de cette société où personne ne lève le petit doigt pour nous !!!

[Depuis le 15 Septembre, *ndlr*] Cela a été très dur pour moi d'accepter de l'aide, j'ai tenu autant que j'ai pu...Seule avec 3 enfants ça n'a pas été facile tous les jours mais je ne regrette rien. Une énorme solidarité s'est mise en place au sein des différents collectifs anti-pass, des inconnus sont devenus des amis, une famille.... Plusieurs fois, on a rempli mon coffre de courses sans que je le sache. J'ai été à la fois touchée, blessée, émue mais il m'a fallu accepter

les mains tendues. Je ne garderai que le positif, parce que c'est ma philosophie. Certes j'ai perdu mon travail, enfin je suis suspendue sans salaire, mais j'ai tellement gagné en retour ! J'ai gagné l'honneur, la solidarité et la fraternité. J'ai rencontré des gens exceptionnels que jamais je n'aurais pu rencontrer si, ce fameux 12 juillet, notre très cher Président n'avait pas décidé que son unique but serait de nous emmerder ! [Lors de l'annonce de la levée du pass mais du maintien de l'obligation vaccinale pour ma profession, *ndlr*] J'ai eu l'impression de revivre les annonces du 12 juillet. „Comme si l'on revenait à la case départ. Une chose est sûre : je ne lâcherai pas tant que Justice ne sera pas faite, tant qu'ils ne payeront pas pour tout ce qu'ils nous ont fait subir depuis de si long mois, que ce soit financièrement ou psychologiquement ! Tant qu'ils n'avoueront pas publiquement que cette injection est la plus grande mascarade du siècle... Je ne demande qu'une chose, c'est de pouvoir retourner travailler.

Léo, gendarme : «Lors de l'annonce du 12 juillet, j'ai ressenti un profond sentiment d'injustice pour toutes les professions concernées.

J'ai pensé à ma maman qui en faisait partie, bien qu'elle soit en arrêt maladie depuis des années, à cause de mauvaises conditions de travail dans le milieu hospitalier. J'espérais que tout ceci ne serait que temporaire mais nous avons vite compris que cela ne le serait pas. L'annonce pour l'obligation vaccinale au sein de la Gendarmerie a été mise en place bien plus discrètement et décrétée environ un mois plus tard. Pour remédier à ma démission du 15 septembre - Une suspension au sein de la Gendarmerie aurait été un poids inutile à porter -, j'ai enchaîné les petits boulots mais aucun ne m'a procuré autant de satisfaction et de jouissance que mon métier de gendarme. Actuellement, je suis chauffeur pour enfants handicapés. C'est ce que j'ai trouvé de plus valorisant sur le plan humain.

Les impacts négatifs sont nombreux : dépression, perte d'amitiés et d'estime des corps militaires, perte du goût de l'effort, dégoût social, perte de l'amour de la Patrie et de celui de se lever le matin, pour n'en citer que quelques-uns...Il y a des points positifs également : j'ai rencontré des gens géniaux, que ce soit aux manifestations ou ailleurs. J'ai développé mon esprit critique. J'ai égale-

ment pu me rapprocher de ma famille et de mes amis. [Lors de l'annonce du maintien de l'obligation vaccinale même après le 14 Mars, *ndlr*] Je n'ai eu aucun ressenti car ce n'était pas une surprise. L'inverse m'aurait d'ailleurs étonné. C'est dire à quel point nous nous sommes habitués à cette maltraitance des gouvernements. Mais nous autres, les parias de la société, nous avons plus de force et de morale qu'ils ne le croient. Nous ne pardonnons pas, nous n'oublions pas. Nous leur rendrons coup sur coup avec cet Honneur qui nous caractérise. Nous avons ces valeurs de Liberté, d'Égalité et de Fraternité ancrées en nous.

Lucile, secrétaire médicale :: «[Avant le 12 juillet, *ndlr*] des rumeurs planaient concernant la vaccination obligatoire pour certains corps de métiers. Je ne voulais pas y croire. Suite à cette fameuse annonce le monde autour de moi s'écroule, plein de questions émergent. Malgré tout, ce n'est pas tout à fait clair pour moi : je suis secrétaire dans le domaine médico-social à l'accueil, entourée de plexiglas, un masque sur le visage, pas soignante. Suis-je vraiment concernée ? Est-ce pertinent ? A force

ILS TÉMOIGNENT

de recherches de réponses à mes questions, je me rends compte que l'état se resserre et que, même si je ne suis pas en contact avec les enfants porteurs de handicap, je suis soumise à cette obligation. Sacré dilemme: j'ai pris mon poste il y a 10 mois, c'est un travail qui me plaît beaucoup, j'ai réussi à bien m'intégrer et mes collègues sont contents de moi et de mon travail. L'ambiance est bonne, le salaire me convient, les horaires et une certaine flexibilité sont ce qu'il me faut pour gérer travail et famille. LE poste parfait pour moi... Malheureusement, je n'ai pas confiance en ce nouveau vaccin sorti en si peu de temps avec une technologie ARN que l'on ne connaît pas. Quid des effets à long terme ? Est-il si sûr ? N'est-ce pas trop rapide ? Pire, la menace de la suspension sans salaire si on refuse de se plier à la doxa. Je n'ai jamais accepté de chantage de ma vie, et celui-ci est inacceptable pour moi. J'ai déjà été soumise aux vaccins obligatoires dans ma précédente profession en crèche, au même titre que dans le domaine médical. Mais cela ne me posait pas de problème, je ne suis pas contre les vaccins, et en ayant choisi cette voie à l'époque, je le savais, et l'avais accepté en connaissance de cause. Mes vacances en août ne sont pas sereines : existait-il un moyen d'échapper à cet odieux chantage ? Je consulte régulièrement mes rendez-vous, et j'es

père pouvoir donner l'excuse qu'il n'y en a pas pour moi. Peine perdue. Je participe aux manifestations depuis juillet. A part dire que les soignants doivent se mettre en arrêt maladie pour gagner du temps : rien à faire. Et cette solution ne me plaît pas. Après mes congés, nous sommes un petit groupe de collègues à communiquer pour se soutenir et essayer de trouver des solutions. L'idée d'aller aux prud'hommes fait son chemin. Non pas pour attaquer notre employeur, mais pour montrer l'injustice de cette situation nous laissant sans ressource suite à notre suspension. Contrairement à d'autres, j'ai la chance de ne pas avoir été harcelée. Mes collègues et chefs directs ne m'ont jamais menacée ou incitée à me faire piquer, eux-mêmes subissant aussi cette situation. Nous y voilà, je fais partie de ceux qui ont choisi de ne pas accepter ce chantage. Pourtant, ça aurait été tellement plus simple de s'y plier : je garderais mon travail et tout irait pour le mieux dans le meilleur des mondes. Sauf que je ne supporte pas l'injustice quelle qu'elle soit, j'ai peur des effets indésirables graves qui pourraient advenir sur le long terme et inquiète pour mes proches qui ont choisi librement ou non de prendre ces injections... Je suis à la fois plutôt sereine, je vais me battre, et j'ai un peu d'argent de côté pour supporter la situation. J'ai la tête et le cœur pleins de soutien et de belles paroles

de mes collègues, que la plupart ont appliqué. Je garderais contact en envoyant un message de temps en temps et j'ai dit à ma chef « oui bien sûr je veux revenir ! » C'est parti pour deux mois de suspension, du moins avant que cela ne change à nouveau... Car finalement il s'avère par la suite que le seul moyen de sortir de cette ignominie est de démissionner ou de s'injecter ce produit. Avec une collègue résistante qui est aujourd'hui devenue mon amie, et avec laquelle nous avons lancé la procédure aux prud'hommes, nous nous préparons à faire les vendanges. Cette parenthèse m'a fait le plus grand bien et m'a aussi beaucoup aidée à tenir le coup, à ne pas tourner en rond dans mon salon. J'ai pu faire de belles rencontres, avoir un peu plus d'argent de côté, (ce qui n'est pas négligeable, car j'ai deux adolescents en collège privé) et faire meilleure connaissance avec ma nouvelle amie. Le 15 octobre, jour de stress : c'est le jour de l'audience. Une grande première pour moi... Nous nous sommes défendues seules, nous ne pouvions pas nous payer un avocat. Nous nous sommes aidées d'articles de lois glanés sur le net, et de la plaidoirie d'un prof de droit qu'il avait laissé, pour les personnes comme nous, gratuitement en ligne. Nous nous sommes bien défendues, surtout ma collègue, et l'avocat de la partie adverse a été tellement odieux

que même les jurés l'ont arrêté. Les jurés avaient l'air de découvrir que oui, il existe vraiment du personnel suspendu sans rémunération, et étaient curieux de notre situation. Nous n'avions ni perdu ni gagné, les jurés s'étant prononcés incompetents pour juger cette affaire. Par la suite, j'ai contacté quelques agences intérim et envoyé mon CV pour des petites missions. Par un heureux hasard, j'avais vu un témoignage sur un réseau social. Quelqu'un avait pu quand même toucher le chômage, possible lorsqu'on n'est pas dans le public et qu'on a des droits encore ouverts d'un précédent emploi. Je n'y avais même pas pensé, et j'ai donc tenté ma chance : et ça a marché ! J'ai pu bénéficier de mes droits encore ouverts de mon précédent poste en structure d'accueil de la petite enfance où j'ai travaillé durant 6 ans. Même si je ne perds pas loin de 500€, 1 000€ par mois c'est bien mieux que 0€. Je ne me plains donc pas de ma situation, car je compatissais et suis attristée par mes confrères qui n'ont rien, galèrent avec des enfants à charge et cherchent des missions même en usine, des jobs divers, pour s'en sortir. Et je reste révoltée pour eux. A ce jour j'ai repris mon travail, ayant été testée positive le 10 janvier. Ma suspension a duré quatre mois... Mon père m'a dit que je l'avais bien cherché et que je méritais ce qu'il m'arrive. Sa femme a refusé

ILS TÉMOIGNENT

sé de venir fêter Noël avec nous. Des prises de tête avec mon frère... Le sujet est devenu clairement tabou et je ne peux plus en parler librement à d'autres par peur que l'on me juge et que l'on me catégorise immédiatement de «méchante-complotiste-bête-qui-tue-les-gens-en-propageant-le-virus-car-elle-regarde-que-des-fakes-sur-le-net-et-qui-est-à-éviter-à-tout-prix».

Des amis devenus ennemis, une confiance en soi qui s'érode, ne plus pouvoir faire de projets mais vivre au jour le jour, garder la tête haute pour ne pas inquiéter encore plus mes ados pour qui les choses ne sont pas simples non plus. La prise de poids me mine aussi : avant j'étais quelqu'un de très actif qui faisait plein d'activités et je me retrouve à ne plus pouvoir faire quoi que soit. J'ai quand même pu compter sur le soutien de mon mari même si lui a choisi la voie de l'injection, sans conviction... Sur ceux de ma sœur, de son chéri, de ma mère, d'amis, de ma nouvelle amie/collègue et j'ai aussi pu faire de belles rencontres lors des manifestations. Je garde toujours espoir que les gens se rendent compte de l'injustice subie, et qu'ils se lèveront tous ensemble pour la liberté de choix, l'abolition de ce chantage. La liberté retrouvée, la réintégration et la réhabilitation de nos suspendus. Oui je sais, je rêve, mais l'espoir aide à tenir et à avancer. Sinon, la dépression guette...

J'ai été très heureuse de pouvoir retrouver le chemin de mon travail. Beaucoup m'ont dit qu'ils étaient très contents de me revoir. Une, qui m'avait faite de belles paroles auparavant, me fait la tête encore aujourd'hui et je crois que je ne saurais jamais pourquoi. Mon enthousiasme s'est vite transformé en déception : pendant mes 4 mois d'absence, mes collègues n'ont pas pu me remplacer et se sont organisées en se répartissant mon travail. Avant mon retour, j'avais reçu de mon employeur un courrier recommandé me disant que je pouvais reprendre mon travail pour deux mois car à compter de deux mois, il fallait que je reçoive au moins une dose pour rester. Le premier jour de ma reprise, on m'a dit oralement, finalement c'est 3 mois... Dans cette optique de court terme, sachant qu'il y avait de fortes chances que je ne voudrais toujours pas de ce produit, elles n'ont pas souhaité changer leur nouvelle organisation. Me voilà donc privée d'au moins 80% de mon travail, et à changer régulièrement de bureau et d'endroit pour travailler avec quelqu'un. Quelques fois l'impression d'être mise au placard... Le travail est devenu ennuyeux, parfois je me sens pire qu'une stagiaire, à faire des photocopies, dépendante de mes collègues, et la frustration de ne plus pouvoir poursuivre tout ce que j'avais mis en place auparavant. Le CSE (Comité Social et Economique) a

réussi à faire accepter la légalité de mon certificat de rétablissement de 4 mois, je serai donc à nouveau suspendue vers le 10 mai. Mais cette fois-ci je ne reviendrais pas s'il devait y avoir une nouvelle infection au Covid. Je ne veux pas vivre ça une deuxième fois. Je demanderai une rupture conventionnelle, en espérant que ce soit accepté, et je ferai des formations plus approfondies de Word, Excel, tableur, et pourquoi pas un peu de comptabilité, pour chercher un emploi qui ne nécessite pas l'obligation vaccinale. Et ce sera vraiment avec le cœur lourd que je quitterai mon poste que j'aimais de cette manière, où je m'y voyais jusqu'à la retraite. Et pour ça, je HAIS le gouvernement actuel. J'ai de la rancœur envers tous ceux qui n'ont pas bougé le petit doigt pour défendre leurs collègues suspendus. La levée du pass ne change rien pour moi puisque l'obligation persiste, et je n'ai pas le cœur à m'asseoir dans un restaurant à côté de gens qui trouvent normal cette ségrégation et injustice mises en place, que tous ces oubliés continuent encore de subir. Je voudrais que ce cauchemar, que nous vivons depuis deux ans maintenant, cesse.»

Cham, assistante dentaire :
«Hors de question ! C'était ma première réaction. Hors de question de me faire injecter un produit expérimental.

Dans un premier temps, j'ai pris rendez-vous avec mon médecin afin d'éviter cette injection vu mon état de santé (allergies). Suite à ça, je suis allée voir un allergologue. Après avoir fait divers examens, j'ai obtenu un certificat stipulant une « forte suspicion d'allergie au PEG » (Poly éthylène glycol), ayant des réactions cutanées lors de l'utilisation de produits d'entretien ou cosmétiques contenant du PEG. Je me suis présentée au centre de vaccination avec ce certificat qui m'a récusee. Ce fut un parcours du combattant, les différentes parties (mon employeur dentiste, l'épouse de mon patron médecin généraliste et la médecine du travail) mettant en doute le bien-fondé de ce certificat. Après que mon médecin traitant a fait parvenir ma contre-indication vaccinale, le médecin conseil de la CPAM m'a délivré mon pass. J'ai repris le travail un mois après cette bataille. Je ne suis pas suspendue, mais l'ambiance au travail est très compliquée. Mon employeur ne supportant pas que j'ai pu lui tenir tête et ne pas me faire injecter ce produit expérimental qui aurait pu me nuire gravement. Ma colère reste intacte envers ces décisions injustes [la non ré-intégration du personnel non vacciné suspendu, *ndlr*] vu les résultats négatifs de cette thérapie génique.

LA QUESTION DU MOIS

Après ces divers témoignages de l'intérieur, notre équipe a également voulu interroger, par le biais du micro-trottoir, les passants des rues de Strasbourg pour connaître leur avis sur notre question du mois:

«Doit on lever l'obligation vaccinale pour toutes les professions?»

«Dans ce monde-là c'est les grosses têtes qui décident, donc moi j'ai rien à dire». Selon Tom, c'est « la politique qui décide ». En effet, il affirme que si les scientifiques nous obligent à faire ce qu'ils veulent, nous le faisons, et qu'il n'a pas la réponse, mais concluant tout de même par « le masque, le pass sanitaire, vaccinal et tout ça, ça nous dérange aussi ». Le ressenti d'une société dans laquelle la pensée et l'opinion sont inutiles voire illégitimes.

«Il n'y a pas de discrimination à faire». Lydia adopte une attitude claire et concise, affirmant que le pass vaccinal devrait être supprimé pour toutes les professions.

«On se pose beaucoup de questions». De son côté, Luc est dans l'incompréhension face à la politique sanitaire. «On se pose des questions : l'utilité du pass sanitaire, la fiabilité des informations» mais également envers les incohérences du vaccin : «On fait le vaccin puis on a le covid», «les hommes politiques ne sont pas d'accord entre eux», les mesures qui changent tout le temps.

«Un jour, mon médecin va me dire, c'est un produit chimique et le lendemain, il va me dire que pour ouvrir un cabinet il faut être vacciné». En définitive, un gouvernement qui manque de fiabilité et de logique.

Laura a un avis mitigé. D'un côté, elle confie que pour une question d'égalité, il faudrait que toutes les professions soient libérées du pass vaccinal, mais de l'autre, elle pense qu'il faudrait «peut-être le garder dans les hôpitaux, car c'est la santé».

Julie, la femme qui l'accompagne, pense simplement que «quitte à l'enlever, autant l'enlever pour tout le monde».

«Au départ, c'était une bonne idée, mais j'ai trouvé les conditions trop sévères». Michel explique ne trouver le pass nécessaire que dans certaines professions. Une opinion oscillant entre «nécessité» et liberté.

«Revenir à la vie normale». Ce sont les mots de Jules, enlever le pass partout et pour toutes les professions pour revenir à la vie normale. Il se réjouit

déjà que le pass soit levé pour les autres lieux/professions et aimerait qu'il soit également abrogé pour les professions soignantes. Thibault, son ami, acquiesce «pareil, ils devraient l'enlever, c'est tout». Il poursuit en blaguant avec Jules «Et le remettre pour les salles de sport pour avoir de la place!», «Avant c'était vide, c'était bien; depuis qu'ils ont enlevé le pass il y a trop de monde!».

À la rencontre de Marie, dans sa boulangerie. Pour elle, «il faut pour l'instant laisser le pass vaccinal dans certaines professions», entre autres les professions de vente de nourriture: restaurants, boulangeries, etc., «pour l'instant, c'est encore trop frais» explique-t-elle.

«L'enlever pour tout le monde», «oui, pareil». Lily et Morgane répondent en coup de vent à notre question avant de repartir, comme si, pour elle, la réponse était toute tracée.

«Le covid ne touche pas qu'une sorte de profession, ça les touche toutes» Lou répond à notre question presque immédiate

ment: «Si on l'enlève pour une catégorie, on l'enlève pour tout le monde», mais poursuivant aussitôt «et ça aurait été plus intelligent de le garder pour tout le monde étant donné que c'est quelque chose d'essentiel». Son amie, ajoute que «le covid ne touche pas qu'une sorte de profession, mais toutes»; le pass vaccinal vu alors comme «essentiel», comme si la vie et la société ne pouvaient et ne pourraient plus être ce qu'elles étaient auparavant sans lui.

«Uniquement pour certaines professions». Gabriel, nous expliquant être non-vacciné, pense que «certains devraient le garder, comme les métiers de la médecine et les gens qui sont au contact du public», mais poursuit tout de même en exprimant que c'est tout de même une bonne chose que le pass soit levé, que ce fut un moment difficile à passer.

J'AI DIX ANS

Le 14 Mars, c'était aussi la tombée des masques, et notamment à l'école. Nous en avons profité pour demander aux enfants comment ils ont vécu le Covid et les différentes mesures appliquées dans les établissements scolaires durant ces deux dernières années.

«Je n'ai pas du tout aimé. Surtout le masque...mais à chaque fois que la maîtresse avait le dos tourné, je le baissais. Je n'ai pas aimé le premier confinement non plus car c'était trop bizarre de voir ma maîtresse sur un écran. Une maîtresse soit en vrai soit rien du tout. Aujourd'hui contente car je peux voir le visage de mes des adultes à l'école. Sauf ma maîtresse de le garde tout le temps.»

Mia, 7 ans

«Je n'ai pas aimé le Covid mais le masque ne me dérangeait pas tant que ça. D'ailleurs, aujourd'hui je préfère le garder, on ne sait jamais. Même dans la cour, je le garde, je m'y suis habitué et en hiver, j'ai moins froid. Ce que je n'aime pas c'est qu'on ne comprend pas toujours les professeurs lorsqu'ils parlent. Ce que j'ai trouvé injuste, c'est que l'école a annulé un voyage scolaire à cause du Covid. Je n'ai pas pu rentrer en Turquie non plus, mon pays d'origine. Ne pas voir ma famille, ça, c'était le plus dur.»

Deniz, 12 ans

«Le masque, je n'aime pas du tout. En été, il faisait trop chaud pour le porter et les professeurs -pas tous mais beaucoup – nous criaient de bien le mettre sur le nez. Il y avait aussi les distances à respecter. Les surveillants nous disaient de ne pas nous toucher, nous serrer la main. La cantine, c'était le seul moment où on voyait nos visages, c'était bizarre. Pendant le confinement, je n'arrivais pas à suivre sur Zoom, je n'avais aucune concentration. J'espère que le Covid, c'est fini pour toujours.»

Sacha, 13 ans



COURRIER DES LECTEURS

Une suggestion à nous partager? Une question à nous poser? Un coup de gueule à passer? Vous pouvez nous écrire sur notre messagerie:

para-doxa-elsass@protonmail.com

et votre texte se verra peut être publié dans une prochaine édition.

À VOS CLAVIERS!



Retrouvez nous également sur Facebook : Para Doxa Elsass.

DANS LE PROCHAIN NUMÉRO

« Bonjour à tous, je vous présente Lucie, étudiante en psychologie. Et moi, son Digital ID Wallet émis par le gouvernement pour offrir une large gamme de services d'identité. Je suis en fait un moyen pratique de prouver et de protéger son identité, aussi bien virtuellement qu'en face à face. »

Ça, c'est le début du clip de présentation du Digital ID Wallet de Thalès, un portefeuille d'identité numérique où tous les documents du quotidien pourront être rassemblés, classés, sécurisés et scannés grâce à un QR-code.

Là, c'est Lucie, la vingtaine, jeune fille, active, jolie et responsable, toujours son smartphone à la main, qu'on voit évoluer du réveil au coucher, dans une journée où elle devra se scanner 6 fois pour prouver son identité.

Ça, c'est ce qui nous attend, dans les mois à venir, un bond en avant dans une société techno-sécuritaire sans limite, voulu par une Europe surpuissante, derrière des masques de philanthropie et de bienveillance pour les peuples. Êtes-vous prêts pour plus de contrôle, plus de pass, plus de notations de tous vos faits et gestes ? Il va falloir s'attacher car c'est le projet Européen.

Le prochain numéro de Para-Doxa vous fera un peu peur mais nous serons là pour vous tenir la main. Nous parlerons crédit social, portefeuille d'identité numérique, projets européens, futurs pass, et nous sommes impatients de vous le présenter...